

 <p>AQUITAINE</p>	<p>Fédération Syndicale Unitaire</p>	<p><i>CTA du 15 janvier 2016</i></p> <p><b>DÉCLARATION DE LA FSU</b></p>
--	--	--

Monsieur le Recteur,  
Mesdames et messieurs les membres du CTA,

Cette nouvelle année commence sous une avalanche de régressions majeures pour le progrès social et la démocratie dans notre pays comme au niveau international.

En Turquie les massacres de la minorité kurde et des démocrates pris sous le feu croisé de DAESH et du gouvernement turc sont intolérables et encore plus intolérable, le soutien de la France et de l'Europe au gouvernement d'Ankara.

En France, les choix politiques post-attentats vont tous crescendo vers une régression des libertés publiques et un tournant sécuritaire se profile à travers la prolongation de l'état d'urgence, le projet de modification de la constitution, et celui de la déchéance de nationalité, porté jusque là par l'extrême droite.

La FSU réaffirme sa détermination à lutter contre toutes les atteintes à la démocratie, à la paix et aux libertés. Elle appelle à la plus grande vigilance contre toutes les tentatives de dresser une partie de la population contre une autre, son attachement à l'accès et à l'égalité des droits sans distinction d'origine, de croyance ou de genre. La FSU refuse que les salariés et la population française, à travers des modifications de la constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent.

La condamnation des syndicalistes de Goodyear à de la prison ferme, alors que l'entreprise avait retiré toutes ses plaintes, témoigne d'une montée inquiétante de la répression syndicale que ce procureur, donc le gouvernement, poursuit à l'égard du combat syndical contre les licenciements.

La FSU refuse que l'expression revendicative et le mouvement social soient muselés. Face à la situation créée par les attentats d'autres réponses sont indispensables.

Dans le premier degré, même si la rentrée 2016 se prépare dans un contexte démographique plus favorable, la création de 175 postes reste en deçà de ce qu'il faudrait pour rattraper le P/E national qui est de 5,28. 230 postes seraient nécessaires pour cela. Le département de la Gironde qui prend 70 % de la dotation académique, restera dans une situation difficile pour faire face à tous les besoins. Actuellement, 309 postes manquent pour atteindre la moyenne nationale. Il est plus qu'urgent que le département de Gironde bénéficie d'un plan de rattrapage.

Par ailleurs, dans le cadre de l'allocation provisoire de moyens, la FSU demande que les écoles situées dans les secteurs « politiques de la ville » puissent bénéficier de moyens spécifiques.

Dans le second degré, la dotation 2016 permet juste de couvrir la croissance démographique et interdira toute amélioration des conditions d'enseignement dans les

collèges et lycées. les syndicats de la FSU poursuivent leur action dans le cadre de l'intersyndicale contre la réforme du collège. Malgré la réalité du refus qu'elle suscite dans la profession, la Ministre persiste dans la volonté de la mettre en œuvre à la rentrée 2016. Les nombreuses remontées des bilans des journées de « formation à la réforme » organisées dans les académies montrent clairement le rejet profond des équipes et la faiblesse des réponses à leurs questions concernant son application.

La FSU réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation de la réforme, et l'ouverture de discussions sur l'avenir du collège sur d'autres bases et elle appelle les personnels à amplifier la mobilisation, en continuant à s'opposer à toute anticipation de la mise en œuvre de la réforme sous quelque forme que ce soit. Même le syndicat des Inspecteurs (SIA) a alerté la Ministre sur les tensions inédites observées dans les établissements.

Monsieur Le Recteur, ce n'est pas en prenant des mesures coercitives que vous allez convaincre les professionnels de l'Éducation de la validité des choix politiques de ce gouvernement. Le rappel incessant au devoir d'obéissance du fonctionnaire ne nous semble pas à la hauteur du débat d'idées pour notre système éducatif, et on se demande si la ligne poursuivie par le premier ministre dans le propos sécuritaire limite caricatural, ne finit pas par contaminer tout le monde !

Nous allons pouvoir constater avec les DGH en préparation les effets de la réforme sur les postes, les conditions de travail des personnels et des élèves dans nos établissements . De même la fausse discussion engagée par le Ministère sur le bilan des réformes du lycée participe de la même conception du dialogue social puisque ne seront possibles que quelques ajustements à la marge !

En ce qui concerne l'Enseignement Professionnel, la FSU tient à faire part de sa totale incompréhension.

Alors que le gouvernement n'a de cesse de mettre en avant l'importance de la Formation Professionnelle pour résoudre en partie l'épineuse question du chômage de masse, l'enveloppe de répartition des moyens d'enseignement présente un déficit de plus de 500 heures par rapport à 2015 et ce pour une carte des formations sans changement significatif.

La FSU fait part de sa totale opposition à cette forte réduction des moyens dans nos Lycées Professionnels.

Ce n'est pas en s'attaquant à la Formation Professionnelle initiale, ainsi qu'à ses diplômes comme l'envisage le ministre Macron, que l'on va résoudre les problèmes de formation de notre jeunesse. C'est pourquoi la FSU apprécie la réponse du Président de la République qui lui avait écrit à ce sujet et dans laquelle il dit notamment qu'il « est attaché à une École qui transmet à la fois des compétences et des connaissances certifiées tout en inculquant les valeurs nécessaires à l'exercice du métier de citoyen ».

La FSU s'oppose à la suppression des postes de PE éducateurs. La notion d'internat éducatif en EREA a été pensé comme un moyen de remédiation pour aider et accompagner des jeunes en très grandes difficultés. L'internat éducatif nécessite des

personnels spécialisés pour accomplir les missions éducatives y compris pendant les nuitées. Il n'existe pas à l'heure actuelle des personnels mieux placés que des PE pour assurer de telles missions.

Enfin en cette période de crise politique, sociale, économique profonde, les services publics sont un atout essentiel pour préserver la cohésion sociale dans notre pays. Pourtant ils sont attaqués par les suppressions de postes, les mutualisations, les redéploiements à travers la réforme de l'État et sa nouvelle étape de décentralisation.

Les agents publics ne peuvent supporter plus longtemps l'austérité et le gel du point d'indice et les restrictions à tous les niveaux dans l'accomplissement de leurs missions. De plus le sort réservé aux agents non titulaires par les conditions de rémunération et de temps de travail à temps incomplet doit cesser.

Le 26 Janvier la FSU appelle à la grève avec l'intersyndicale éducation pour une autre réforme du collège, et appelle à participer aux actions pour la défense des services publics et la revalorisation salariale de ses agents.